

Nancy, le 26 novembre 2020

Motion de l'ACD Information-Communication

Libérez les étudiants !

Premiers confinés au printemps, derniers libérés à l'automne : les étudiants ont appris mardi que le gouvernement avait décidé de ne rouvrir les universités qu'en février, après les magasins, les lieux de culte, les salles de spectacle, les stations de ski... sans aucune justification sanitaire puisqu'il n'y a pas eu, ou très peu, de clusters significatifs dans les universités, et en dépit de la situation très préoccupante de nombreux étudiants, sur un plan psychologique et matériel.

Cette décision pourrait n'être qu'un mauvais traitement de plus à l'égard de l'université, qu'on accable de contraintes le temps de faire passer à la hussarde une loi qui ne suscite que des critiques, épuisant d'avance les mobilisations. Mais il s'agit surtout de désigner comme responsables de la transmission du virus des étudiants que le confinement fragilise profondément.

Faut-il rappeler à ceux qui nous gouvernent, amateurs de formules ciselées et de langue précise, que les « jeunes » ne sont pas les « étudiants » ? Que si la contamination a été portée par les jeunes de 18 à 28 ans, ce ne sont pas les universités qui ont été des foyers de contamination, mais bien les rassemblements amicaux et festifs ?

Le « quoi qu'il en coûte » vaut-il aussi pour l'avenir des jeunes, de ces jeunes à qui on demande depuis mars de tout sacrifier sans broncher, leur vie sociale, leur vie affective, et qui sont trop nombreux aujourd'hui en situation de décrochage, d'échec, de dépression parfois ? Jusqu'à quand comptera-t-on benoîtement sur leur « résilience » ?

Si les lycées peuvent fonctionner à demi-effectif, les classes préparatoires même à effectif complet depuis la rentrée sans que nul n'y trouve rien à redire, pourquoi les universités, qui accueillent des étudiants autrement moins favorisés, autrement plus fragiles, n'auraient-elles pas la capacité d'organiser une reprise partielle des cours ?

Les universités doivent rouvrir. Les universités qu'on dit autonomes doivent se voir confier la responsabilité d'organiser une reprise des cours, dans des conditions compatibles avec la lutte contre la pandémie, et adaptées aux situations locales, aux bâtiments, aux effectifs.

Il faut libérer les étudiants. Ils ont trop à perdre à la situation actuelle et notre pays n'a rien à y gagner, que la rancœur, et une dangereuse inimitié entre les générations.

Motion adoptée par vingt voix pour et une voix contre (21 départements Info-Com).